

## IDÉES!

# Ludivine Bantigny et Boris Gobille

## «Pour qu'il y ait révolution, il faut un peuple conscient de sa capacité d'agir»

Dans une somme, un collectif d'intellectuels explore les soulèvements populaires à travers le monde. S'ils prennent des formes disparates au cours des siècles, les processus révolutionnaires naissent d'injustices et de déséquilibres sociaux qui subsistent dans les sociétés contemporaines, en Afrique ou en Asie notamment, mais aussi en Europe.

Recueil par  
**COPELIA MAINARDI**  
et **THIBAUT SARDIER**

Peut-on encore faire confiance à un mot qui sert à désigner sur un smartphone – «Ceci est une révolution», disait Steve Jobs de l'iPhone – ou qui fut en 2016 le titre d'un livre d'Emmanuel Macron ? «Le mot «révolution» est celui sans doute qui a le plus souffert de grignotements incessants, d'un méthodique travail de sappe», écrit l'historienne Ludivine Bantigny. Et pourtant, elle est toujours là, parfois dans l'actualité et souvent dans les têtes. Il fallait bien y consacrer un (gros) livre, pour (re)prendre au sérieux ce terme important, qui croise printemps arabes, année 1917, embrasement en Amérique du Sud, révolutions africaines, et bien sûr la France de 1789...

C'est le projet colossal d'*Une histoire globale des révolutions* (La Découverte, sortie jeudi), passionnante somme de plus de mille pages dirigée par cinq politistes et historiens: Ludivine Bantigny, Quentin Delermoz, Boris Gobille, Laurent Jaupierre et Eugénia Palieraki. A travers les travaux d'une soixantaine de chercheurs du monde entier, une définition minimale de la révolution comme «soulèvement populaire renversant l'ordre établi» s'enrichit au fil des cas d'études.

Le livre prend à rebours les analyses qui faisaient du XIX<sup>e</sup> siècle le grand siècle des révolutions, mais aussi la célèbre formule «la Révolution est terminée», lancée en 1978 par l'historien François Furet, ou encore l'idée que la «fin de l'histoire» post-guerre froide allait mettre un terme aux mobilisations d'ampleur. C'est toute la chronologie classique de ces soulèvements qui éclate, car le livre montre que la révolution

est de toutes les époques, même la période récente 1945-1991: «En Asie du Sud-Est, en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, en Europe centrale et orientale, c'est à cette période qu'elles ont libéré des populations entières des régimes autoritaires ou bien du joug colonial», écrivent les auteurs en introduction.

Autre intérêt majeur de l'ouvrage: il ne se limite pas aux révolutions stricto sensu. Il intègre tout un «halo de sous-revues plus ou moins abouties» qui font vaciller le pouvoir sans le renverser complètement (il y aurait eu plus de 700 épisodes «proto-révolutionnaires» ces cinq derniers siècles en Eu-

rope, pour seulement une poignée de «véritables» révolutions). Cette approche élargie permet de réfléchir au sens des mouvements sociaux dans toute leur diversité, jusqu'aux mobilisations écologiques désormais indispensables pour théoriser les révolutions.

En proposant de dépasser l'historiographie classique, centrée sur la Révolution française, ces chercheurs redonnent leur

place à des histoires oubliées, comme celle des mouvements jacobins de l'Afrique de l'Ouest de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qui ont fait dévier les routes atlantiques de l'esclavage. Privilégier un regard décentré, «provincialisé», en rupture avec l'héritage occidental, permet donc à la fois de restituer ces révolutions dans leur diversité et de les comparer. «C'est identifier les interdépendances et de sortir des histoires nationales pour montrer comment l'état du monde est propice ou non aux révolutions. Une interrogation brûle évidemment les lèvres: «Qu'en est-il aujourd'hui?».

Dans une interview exclusive à Libération, Ludivine Bantigny et Bo-



ris Gobille abordent cette délicate question.

**L'histoire des révolutions est jalonnée de paradoxes: entre rupture et continuité, banal et extraordinaire, global et local... Comment s'accorder sur une définition?**

**Ludivine Bantigny:** Pour qu'il y ait révolution, il faut d'abord qu'il y ait du peuple, catégorie sociologique qui devient politique dans l'événement même, et qui a conscience de sa capacité d'agir. Ce soulèvement populaire suppose de la conflictualité et une modification radicale du rapport au pouvoir. Trois critères peuvent donc servir à établir un périmètre: renversement du pouvoir, tentatives de modification des institutions, et action du *demos* pour une ample transformation des rapports sociaux – propriété, production, répartition des richesses...

**Vous prenez en compte de «vraies» révolutions, mais aussi des mouvements comme Mai 68**

**qui n'entrent pas tout à fait dans votre définition. Pourquoi?**

**L.B.:** Dans les années autour de 1968 ont eu lieu des processus révolutionnaires importants, en particulier, des soulèvements anti-imperialistes dont la résistance vietnamienne est un exemple décisif. Décaler le regard hors de l'Europe et de «l'Occident» le montre amplement. Les mouvements décoloniaux et «tricontinentaux» – Amérique du Sud, Afrique, Asie – ont été une source d'inspiration. Nous prenons aussi en compte les discours des protagonistes, qui ont le sentiment de vivre une révolution en train d'advenir, ce qui est essentiel! En 1968, il n'y a pas eu de «révolution» à proprement parler dans le monde occidental mais le mot revenait sans cesse. Ce moment d'espoir, de soulèvement, de grève générale, a permis à différentes catégories de se rencontrer. Il est important de prendre en compte cette histoire non téléologique, fait



HEMIE THOUROUR



**INTERVIEW**



**Des Iraniennes manifestent contre le port du hijab, le 10 janvier 2022, à Téhéran.**

PHOTO MIDDLE EAST NEWS AGENCY ABACA

de ratés, de processus qui parfois s'arrêtent ou bifurquent. C'est pourquoi nous évoquons 1968, ou encore l'Iran.

**En Iran justement, un an après la mort de Mahsa Amini, le mouvement populaire se heurte à un régime qui le réprime. Peut-on encore parler de révolution ?**

**Boris Gobille :** Il y a des éléments révolutionnaires indéniables, mais l'une des caractéristiques des révolutions, c'est qu'elles passent par des défections au sein de l'appareil coercitif, dans l'armée ou la police. Cela fait défaut en Iran, pour le moment. Plus largement, depuis une trentaine d'années, on observe dans le monde une moindre violence des épisodes de contestation, qui s'explique notamment par le perfectionnement des appareils coercitifs des États. L'équipement est plus perfectionné, et les techniques de maintien de l'ordre plus brutales.

**Grands négligés de biens des**

**révolutions, les femmes sont au centre de la mobilisation en Iran. Incarnent-elles le peuple ?**

**B.G. :** Il est incontestable qu'elles incarnent, en Iran et ailleurs. Les révolutions adviennent à partir d'une sédimentation d'injustices structurelles multiples. Pendant longtemps, il ne se passe rien, et d'un coup, un événement provoque un scandale moral qui ne peut pas être résorbé. En Iran, c'était la mort de Mahsa Amini, en Tunisie, l'immolation de Mohamed Bouazizi sur le marché de Sidi Bouaziz en 2010. Ces moments et ces personnes deviennent les symboles d'une situation insupportable. Toute la pelote des injustices se déroule alors à partir de ce point focal, et fait dérailler le système.

**Qui est légitime à parler au nom du peuple, et à emporter assez de monde pour que la révolution advienne ?**

**L.B. :** Selon les théoriciens marxistes, c'est la classe ouvrière. Mais le

«proletariat» peut embrasser bien d'autres catégories. Durant les grandes révolutions asiatiques, et notamment les révolutions chinoises évidemment, le monde paysan a été parmi les plus importants protagonistes révolutionnaires. Quant à l'effet de masse, il survient quand des individus ordinaires se retrouvent placés en situation extraordinaire, soumis à des stimulants individuels et collectifs. Il y a presque toujours un processus de roulement entre différents groupes qui se relaient dans l'élan révolutionnaire, et un effet d'émulation qui accompagne le fait de se sentir reconnu et légitime.

**B.G. :** Il y a une tension dans la notion de peuple entre unité et diversité. Le peuple s'institue comme tel dans le processus révolutionnaire, car il réclame la souve-

raineté sur la direction des affaires de la cité, sur son destin. Ce moment d'institution est aussi un moment d'unification au moins partielle. Mais, empiriquement, le peuple est toujours extrêmement bigarré ! Sur la place Tahrir en 2011, se côtoyaient des catégories sociales diverses, et des options politiques pas toutes compatibles, libérale, laïque, islamiste... L'existence d'une

coalition, diverse et unie dans un combat commun, est souvent nécessaire à l'aboutissement d'une révolution : ce qui n'empêche pas que la cohabitation se tende, une fois le pouvoir renversé.

**Que recouvre la notion de « constellation », centrale selon vous pour penser les révolutions ?**

**B.G. :** La notion pointe les interdépendances et les

circulations entre les révolutions. Elle délimite ainsi les espaces-temps dans lesquels les révolutions adviennent et prennent sens. Elle permet donc une approche non nationale et décentrée du phénomène. Elle libère aussi d'une vision « diffusionniste » des révolutions, qui voudrait qu'une « vague » de révolutions débute par une révolution matricielle et s'étende par imitation dans d'autres pays.

L'histoire globale met en évidence les emprunts, adaptations, appropriations, qui font que chaque révolution résonne avec les autres tout en ayant ses propres logiques. Ainsi, la révolution cubaine de 1959 n'est pas une réplique de la révolution russe d'Octobre 1917 (elle ne se dit « socialiste » que quelques années après, du fait de la guerre froide), et de même les mouvements révolutionnaires latino-américains des années 60 empruntent au modèle guavériste mais en l'adaptant à la lutte urbaine plutôt que rurale.

**L.B. :** Dans les années 68 ont lieu des soulèvements populaires en Europe, aux États-Unis, au Japon, en Algérie, en Turquie, en Amérique du Sud et dans de nombreux pays africains, avec des bases communes : anti-impérialisme en lien avec la guerre du Vietnam, anticapitalisme, rejet de l'autoritarisme, mouvement dans les pays de l'Est face à l'URSS, ou les soulèvements sont nombreux. L'enjeu qui traverse ces mouvements est triple : esprit critique, souveraineté populaire et démocratie.

**B.G. :** Vous n'avez pas besoin de participer d'un même ensemble culturel *stricto sensu* pour vous reconnaître dans l'action révolutionnaire des autres. Place Tahrir en 2011, il y a des gens qui disent qu'ils sont « nous sommes une révolution sans leaders », ou cette horizontalité revendiquée se retrouve dans les mouvements des Indigènes, d'Occupy Wall Street et de Nuit debout, jusqu'au soulèvement de Hongkong en 2019-2020, donc dans des lieux formidablement divers... Cela peut s'expliquer par une même méfiance à l'égard de toute captation de l'énergie révolutionnaire, et une sorte de confiance dans le protagonisme populaire : se prendre vraiment en main pour oser à faire une révolution.

**Avec la mondialisation et la mise en cause du capitalisme, l'État est-il toujours « l'ennemi principal des révolutionnaires » ?**

**B.G. :** Le capitalisme mondialisé ne cesse de contourner les États et leurs lois mais il continue à avoir besoin d'eux. Les États réalisent les besoins du capital à travers les politiques publiques et le maintien de l'ordre. La prise du pouvoir d'État demeure donc une **Suite page 20**



**UNE HISTOIRE GLOBALE DES RÉVOLUTIONS**  
La Découverte, 1200 pp. 36,90 €.

# INDIGNÉS

**Suite de la page 19** question révolutionnaire aiguë, mais on ne peut pas complètement l'opposer à ce qui se déploie aujourd'hui : des luttes interstitielles pouvant progressivement mitiger l'ordre existant.

**L.B. :** Désormais, de plus en plus de courants se revendiquent rebelles, autonomes, libertaires, anticapitalistes ou révolutionnaires, avec pour point commun d'envisager une révolution à différentes échelles, mais sans jamais négliger une échelle très locale : dévissage de propriété d'usage et d'accès à des communs plutôt que de propriété lucrative. On l'a vu au Chiapas ou à l'époque de la Commune de Paris, tout un mouvement associatif "antionistes" visait à rompre avec le capitalisme en créant localement des mutuelles, des coopératives, des associations de producteurs ou de consommateurs... C'est en fait de ces initiatives qui ont surgé l'événement révolutionnaire de 1871.

**Aujourd'hui, en septembre 2023, où sont les révolutions ?**

**L.B. :** Elles sont, pour beaucoup, en prison ! La constellation révolutionnaire des années 2010 a connu une répression importante, et le nombre de prisonniers politiques est hélas dramatique, en Algérie, au Burkina Faso, au Soudan, en Syrie évidemment...

**B.G. :** Quelque chose se joue en Iran depuis au moins les contestations qui ont éclaté après la réélection frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad en 2009. Jusqu'ici, la répression a eu raison des mobilisations, mais l'accumulation de celles-ci crée une situation favorable à une révolution. L'Amérique du Sud contient, quant à elle, des potentialités révolutionnaires, qui peuvent prendre une forme contestataire, à l'image du Chili, et on peut parier que les populations autochtones y occuperont une place centrale. N'oublions pas l'Afrique, avec son cortège toujours plus affirmé de conflits, d'inégalités et de conflits. Mais c'est du côté de l'Europe et de l'Asie que des chercheurs scrutent l'avenir des révolutions, du fait des tensions démographiques, des crises écologiques, des compétitions politiques violentes, et de déséquilibres sociaux et politiques qui marquent ces régions du monde.

**Vous pensez aux pays de l'Afrique de l'Ouest qui ont récemment connu des coups d'Etat ?**

**B.G. :** Les coups d'Etat ne sont pas des révolutions, puisque c'est un transfert forcé du pouvoir sans mobilisation populaire, même si les juntes ont généralement la capacité de susciter des soutiens dans la rue. La situation actuelle au Gabon



Des policiers dispersent des membres du mouvement des Indignés, le 15-M, en 2011, à Madrid. PHOTO RIAN CARLOS ROJAS AFP

est le fruit de la décomposition d'un régime dynastique assis sur l'accaparement de la rente, en place depuis 1967.

Si la satisfaction populaire est évidente, ce n'est pas une révolution mais un coup d'Etat avec soutien populaire. Il y a, en revanche, des coups d'Etat démocratiques et révolutionnaires, comme la révolution des œillets au Portugal en 1974, où des officiers de gauche ont destitué le régime salazariste, et où le peuple, descendu en masse dans la rue, a bloqué les velléités répressives des fractions loyales de l'armée.

**Que faire aujourd'hui de la question écologique, et la nébuleuse de mouvements qui la porte ?**

**B.G. :** Les crises écologiques vont devenir un facteur déterminant de bien des révolutions. Elles l'ont été par le passé : quantité d'émeutes populaires ayant débouché sur des révolutions sont nées de la raréfaction de denrées alimentaires ou de l'augmentation de leur prix, à la suite de sécheresses, de catastrophes naturelles ou de spéculations. Elles posent aussi des questions nouvelles aux révolutionnaires : par le passé, les révolutions ont souvent perverti l'exploitation de la nature.

**«L'existence d'une coalition, diverse et unie dans un combat commun, est souvent nécessaire à l'aboutissement d'une révolution.»**

**Boris Gobille**  
politiste et historien

Il fallait régler rapidement des problèmes d'approvisionnement et de production, et on pensait peu à la protection des écosystèmes. Ce n'est plus possible aujourd'hui.

**L.B. :** Cela invite à reconsidérer l'historicité même de cette question. Un courant de philosophie politique, par exemple, relit Marx d'un point de vue écologique. Sans qu'il y ait de généalogie directe, dans la toute jeune Union soviétique, il y avait des mesures de protection environnementale, notamment sur les forêts, qui ont été

ensuite violemment balayées par le stalinisme.

Ces questions précises et concrètes qui allaient dans un sens écologique ont été posées dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, il peut y avoir une «classe écologique» qui serait une force révolutionnaire. Les enjeux environnementaux vont métamorphoser nos existences et alimenter les antagonismes : soit une réponse fasciste, autoritaire, soit une voie révolutionnaire et démocratique.

**Pourquoi la France d'aujourd'hui, marquée par de nombreux mouvements sociaux, ne bascule-t-elle pas en révolution ?**

**B.G. :** On a récemment assisté à autant de conflictualité en aussi peu de temps, depuis 2016 et la loi travail. Il est saisissant de voir cette énergie contestataire heurter de plein fouet une jérification politique qui apparaît jusque dans l'usage de la Constitution. On l'a vu avec la réforme des retraites, et l'emploi de dispositions constitutionnelles qui, prises une à une, sont légales mais qui, accumulées, trahissent l'esprit de la démocratie et montrent un raidissement du pouvoir. On le voit aussi dans la répression des mouvements sociaux, dont le niveau a sidéré nos voisins européens, au moment des

gilets jaunes ou à Sainte-Soline. Le non-bascullement dans un mouvement révolutionnaire s'explique aussi par l'absence de défection au sein de l'appareil coercitif. Ce facteur est souvent déterminant dans les révolutions. Il y a aussi la question de la coalition des causes ou des classes, question ardue quand on songe au dédain dont les classes populaires sont souvent l'objet de la part des certaines fractions des classes moyennes supérieures, comme le mouvement des gilets jaunes l'a montré.

**L.B. :** Les contestations se heurtent à une forme d'autoritarisme du capital, d'autant plus violent qu'il veut s'étendre à toutes les facettes de l'existence, et s'accompagne d'un durcissement du pouvoir. On entend parfois prononcer le mot de révolution : ce fut le cas lors du mouvement des gilets jaunes. Bien sûr, cela ne suffit pas à la faire advenir. Mais des signes de convergence apparaissent.

**B.G. :** N'oublions pas qu'il est bien difficile de prévoir si et quand des contestations sectorielles vont se synchroniser et se coaliser. On peut juste constater qu'aujourd'hui certaines conditions sont réunies. L'avenir reste ouvert. ►

# A Sainte-Soline, la révolution «n'est pas un objectif mais un principe d'action»

Rappelant l'urgence de la crise climatique et de l'effondrement de la biodiversité, certains militants anti-bassines parlent d'une «nécessité révolutionnaire» pour désigner l'élan nouveau qui traverse les combats socio-environnementaux.

Elles sont devenues un symbole de la convergence des luttes écologistes. Dans quelques années, les verra-t-on aussi comme le point de départ d'une nouvelle révolution ? Les «bassines», ces réserves d'eau des Deux-Sèvres très controversées, sont à minima le synonyme d'un accaparement de l'eau au profit d'un modèle agricole obsolète. En 2021, des centaines de personnes débarquèrent sur un champ de cailloux pour mettre à l'arrêt des machines qui commencent à creuser. Deux manifestations ont encore lieu au cours de l'année suivante puis, en 2022, des manifestants marchent sur un second chantier de stockage d'eau, à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), malgré une interdiction

préfecturale. L'action reçut carrément de «l'éco-terrorisme», selon Gérard Darmanin. Cinq mois plus tard, le 25 mars, ils sont encore plus nombreux à converger au même endroit, pour une manifestation à l'encore interdite. Lors d'une nouvelle manifestation, des militants sont gravement blessés, deux dans le coma, et le ministre de l'Intérieur annonce cette fois à l'Assemblée nationale la dissolution des Soulevements de la Terre, mouvement écolo issu de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et qui participe aux mêmes, avant qu'elle ne soit suspendue en référé par le Conseil d'Etat. Localement, les acteurs de la lutte anti-bassines le reconnaissent : leur combat a pris une autre dimension depuis qu'ils ont été rejointés par les Soulevements de la Terre. Sur la ZAD, le bocage est encore bien présent. Des haies touffues protègent des regards prairies et fermes. Le paysage est à des lieues de certains secteurs des Deux-Sèvres, où l'on voit à perte de vue des champs en monoculture dont le futur ne pourrait être garanti que par un raccordement à l'une de ces bassines en construction. «Sur la ZAD, on a fait advenir d'autres formes d'organisation et de production. C'est une expérimentation, mais si l'on reste centrés sur la ZAD, on ne peut pas ressentir d'un point de vue révolutionnaire. Si cela devient contagieux, alors cela peut partici-

per à un mouvement», analyse Benoît Feuilleu (un pseudonyme), porte-parole des Soulevements de la Terre et habitant historique de la ZAD. Rappelant l'urgence de la crise climatique, il parle d'un «sentiment de nécessité révolutionnaire» pour désigner l'élan qui traverse les luttes socio-environnementales. «Des gens ressentent intimement qu'un changement radical est une nécessité vitale. A ce titre, une révolution n'est plus de l'ordre d'une possibilité historique mais une forme d'exigence de plus en plus incontestable», résume-t-il. «La révolution n'est pas un objectif en soi, mais un principe qui sous-tend nos actions. Pour autant, on ne se concentrerait pas d'un victoire sur les méga-bassines. C'est tout un système morifié qui est à l'œuvre et qu'il est nécessaire de démanteler», appuie Rosa, elle aussi habitante de la ZAD et qui a participé aux dernières actions de Sainte-Soline. «Est-ce que c'est une colère, une révolte, un soulèvement, une révolution ? Je ne saurais pas faire une typologie précise», s'interroge le médiatique porte-parole du collectif Bassines non merci Julien Le Guet. «Ce qu'on porte peut être vu comme révolutionnaire, puisque en dénonçant l'accaparement de l'eau et en appelant à un meilleur partage, on remet en cause la notion de révolution. Et tout ce qu'on appelle à une révolution sur le plan agricole. Au-delà du seul combat environnemental, la lutte

contre les bassines porte un autre modèle de société. A Sainte-Soline, des maraudes et de la prévention étaient par exemple organisées contre les violences sexistes et sexuelles, et une crèche installée sur la base arrière, et à des kilomètres de la manifestation pour permettre aux parents de rejoindre le cortège. Pour Rosa, «autour des bassines, il y a la question de la reprise d'autonomie, d'empowerment sur plein de questions».

«A partir de quel moment peut-on se prétendre force révolutionnaire ? On n'est pas à ce stade de notre mouvement», reconnaît également Benoît Feuilleu. Mais quand on voit que les institutions ne sont plus au rendez-vous, il faut agir. La désobéissance est en soi un rapport avec un plan révolutionnaire». Sur ce point, les manifestations récentes ont d'ailleurs permis d'assister à une large convergence de luttes. Dans les cortèges bigarrés, on pouvait voir une diversité de profils : étudiants, retraités, paysans, avocats, memmusiers... Ainsi que des politiques (insoumis et écologistes) et des syndicats habitués à négocier avec le gouvernement et des formes plus traditionnelles de mobilisation : la CGT, Solidaires et la Confédération paysanne. Dont leurs représentants, aux côtés de Benoît Feuilleu et de Julien Le Guet, sont poursuivis pour l'organisation de manifestations interdites.

LAURENCE MOULLOT

# En Syrie, une étincelle révolutionnaire ?

Longtemps fidèle à Bachar al-Assad, la minorité druze s'est retournée contre lui. Pris au piège de l'image de «protecteur des minorités» qu'il s'est donné et privé de soutien économique, il n'ose pas faire usage de la force.

d'autres jours de la semaine, des habitants de la ville et de ses villages alentours se retrouvent sur la place centrale, rebaptisée «De la dignité» pour l'occasion. Ils scandent, entre autres : «Longue vie à la Syrie et à son Bachar al-Assad», «Bachar, jete défilé», «Assad doit partir pour que la Syrie vive». Pas identiques, mais pas éloignés non plus du «Bachar, dégoûté» de 2011.

**Ampleur.** Est-ce à dire que la Syrie s'apprête à vivre une nouvelle révolution ? Pour l'instant en tout cas, pas du tout la même ampleur. Elles se cantonnent à Soueïda, même si quelques rassemblements sont aussi fournis de Deraa, ville du Sud d'où était parti le soulèvement de 2011, et dans des villages proches de Lattaquié, région à majorité alaouite, confession de Bachar

al-Assad. «Cela tient à l'épuisement de la population, à la peur du régime et à la souffrance économique. Il est vrai que celle-ci peut pousser à la révolte, mais elle force aussi les Syriens à continuer à chercher sans cesse des moyens de survie», explique Ziad Majed, politiste et professeur à l'Université américaine de Paris.

Les Syriens ne reviennent pas non plus s'appuyer sur l'élan de 2011, où les protestations s'étaient déclenchées quasi simultanément en Tunisie, en Egypte, au Yémen ou en Libye. La révolte syrienne était, elle, menée en quatre villes, phagocytée par des groupes jihadistes et écrasée par une répression sauvage. «Le moment politique régional s'inscrit à l'inverse dans la contre-révolution, avec le retour de l'autoritarisme et son discours triomphant qui se résume à :

«Seuls la stabilité et le développement économique sont importants... Reste à nous compte plus», développe Ziad Majed.

**Écart.** Les manifestations de Soueïda sont d'autant plus surprenantes que la région et ses habitants druzes, qui représentent 3 % de la population syrienne, s'étaient tenus à l'écart de la révolution de 2011. Plus tôt en appellation de chefs religieux druzes se posaient même en soutien du régime, sans que cela empêche des activistes de soutenir les rassemblements protestataires dans les régions sunnites et les jeunes de refuser d'être enrôlés dans l'armée. Mais cette fois, leur leader spirituel et porte-parole de la communauté, le cheikh Hikmat al-Hijri, a ouvertement pris parti pour les protestataires et contre le régime et ses soutiens, l'Iran en

premier lieu, accusé «occuper le pays». Les dernières manifestations et attaques contre des bâtiments du parti Baas ont été réprimées à l'annonce par le régime d'une augmentation de 300 % du prix de l'essence, avant de s'en prendre ouvertement au responsable de la crise économique, à savoir Bachar al-Assad. Celui-ci ne le a, pour l'instant, pas répondu. Une éventuelle pression irait à l'encontre de l'image de «protecteur des minorités», qu'il a tenté de se forger. Elle risquerait aussi de «réduire encore un peu plus l'éventualité de financements étrangers qu'il recherche en vain depuis la fin de la guerre.

Bachar al-Assad est aujourd'hui accusé. L'économie syrienne n'est ravagée, la livre syrienne n'enflé plus de s'effondrer et la première source de revenus est désor-

mais le captain, une drogue de synthèse qui gagne le Moyen-Orient. La Syrie a, certes, été réintégrée à la Ligue arabe en mai dernier après en avoir été exclue en 2011, mais l'Arabie Saoudite, particulièrement courtisée par Assad, refuse d'investir dans le pays tant que l'engagement de lutte contre le trafic de captation ne sera pas tenu. La Syrie ne tient pas sur plus celui de rapatrier des réfugiés, une demande insistante du Liban voisin. «Il est impossible de savoir si le soulèvement initié à Soueïda avec un incroyable courage va se propager, explique Ziad Majed. Mais il ne faut pas oublier qu'en 2019 et 2020, il y a eu des protestations massives au Soudan, en Algérie et en Libye et en Irak. Nous sommes peut-être au début d'une nouvelle vague en Syrie».

LUC MATHIEU